

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

# Le fil rouge

Édité par des militants anticapitalistes de l'aéronautique toulousaine

Mercredi 19 avril 2023

## FACE AU MÉPRIS DE MACRON, RENFORCER LA MOBILISATION !

Sans grande surprise, le Conseil constitutionnel a validé, vendredi 14 avril, le projet de contre-réforme des retraites et rejeté la proposition d'organisation d'un référendum d'initiative partagée. Dans la foulée, Macron a promulgué la loi, sans attendre les deux semaines que lui donnait, pour le faire, le fonctionnement des institutions. Et quelques jours plus tard, à la télévision, il a affiché son mépris pour la mobilisation qui se poursuit.

### LE SCANDALE DÉMOCRATIQUE CONTINUE

Après le 49.3, c'est un nouveau scandale démocratique, qui illustre la faillite d'institutions faites pour servir les puissants. Le gouvernement est issu d'un vote minoritaire aux législatives, il est minoritaire à l'Assemblée, il est illégitime et doit user de la répression policière pour passer en force. Macron est un président ayant réuni 21% des inscritEs au premier tour de la présidentielle ; il y a dans le pays 70 % d'opposition au projet de loi sur les retraites, avec plus de 90 % chez les salariéEs ; des millions de personnes ont fait grève et ont manifesté depuis trois mois... Mais dans la démocratie des riches et des patrons, tout est fait pour permettre au pouvoir de passer en force.

Lundi soir, lors de son allocution, Macron a enfoncé le clou. « Cette réforme est-elle acceptée ? À l'évidence, non. » Mais manifestement cela ne pose aucun problème au monarque de traiter ce refus par le mépris et de raconter du baratin sur d'autres sujets : parler de la santé alors qu'il a contribué à casser l'hôpital, de la hausse des prix alors qu'il refuse que les revenus augmentent au moins au rythme de l'inflation, des personnes sans emploi alors qu'il détruit l'assurance chômage, de partager les richesses alors que, sous son règne, les inégalités n'ont cessé d'augmenter et le CAC 40 de se gaver. Et bien sûr, comme le font tous les gouvernements illégitimes, il parle d'insécurité, d'immigration, et annonce un renforcement des forces de répression avec la création de 200 unités de gendarmerie.

### NOUS POUVONS LES FAIRE RECULER !

Nous ne sommes pas dupes. Contre Macron et sa sale « réforme » des retraites, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté et fait du bruit lundi soir. Alors qu'il prenait la parole, plus de 300 rassemblements étaient organisés aux quatre coins du pays et les bruits de casseroles ont résonné un peu partout à 20 h. Dans la foulée, des dizaines de manifestations spontanées ont eu lieu, qui ont dû faire face, une fois de plus, à la répression policière. Il faut continuer à faire vivre cette colère, avec notamment l'objectif d'un 1<sup>er</sup> Mai historique, mais sans attendre deux semaines pour se mobiliser à nouveau. La lutte contre Macron et sa réforme des retraites se poursuit, avec des initiatives à prendre chaque jour, des grèves à construire et à soutenir, **à l'image des appels des organisations de cheminotEs et de la CGT Airbus à faire grève ce jeudi 20 avril.**

Nous pouvons infliger une défaite au gouvernement malgré l'avis du Conseil constitutionnel, malgré la promulgation et l'arrogance satisfaite de Macron. Nous avons déjà fait reculer le pouvoir en 2006, qui avait dû retirer sa loi sur le CPE, pourtant promulguée. Il est urgent que toutes les organisations de la gauche sociale et politique – syndicats, partis, associations – se rencontrent pour construire de telles perspectives.

Quoi qu'il en soit, nous poursuivrons la mobilisation, par les grèves, les blocages, les manifestations.

**Après trois mois de lutte, ce n'est qu'un début !**

Pour nous écrire : [lefilrouge31@gmail.com](mailto:lefilrouge31@gmail.com)

## **Accord salarial à Airbus Avions : on y perd**

Malgré les coups de com' triomphaliste de la Direction et des syndicats signataires, le nouvel accord salarial est bien décevant. Les augmentations générales (AG) sont maigres (2 % en 2022, 2 % en 2023).

Même en y rajoutant le budget des augmentations individuelles (AI) (1,9 % en 2022, 1,9 % en 2023), que tout le monde n'aura pas, on n'atteint toujours pas le niveau officiel de l'inflation (7,8 % contre 5,4% en 2022 et 5,2% prévision en 2023). La seule mesure qui fait sens est l'AG minimale à 100 euros, qui soutient plus en proportion les salaires les plus bas, bien qu'en restant insuffisante.

Vu comment se déroulent les « négociations » à Airbus, ce n'est pas une surprise. Ce n'est que par le rapport de forces et l'action collective qu'on obtient une juste part du gâteau.

## **Le monde à l'envers**

Les accidents du travail, notamment les chutes de plain-pied, ont augmenté à Airbus depuis le début de l'année.

Forcément, quand on est en sous-effectif ou que les cadences sont très fortes, on est obligés de speeder et on se blesse.

Et non contente de jouer avec notre santé, la direction veut sucrer en partie la prime d'intéressement s'il y a trop d'accidents ! Comme si on choisissait de se blesser !

## **L'email qui (tente de) cacher la forêt**

Dans un mail, un dirigeant d'Airbus s'est félicité d'avoir vidé 310 giga octets sur des boîtes mails, ce qui réduit le bilan carbone de la boîte. Sans doute un grand bienfaiteur de l'écologie ? Ce serait oublier que l'aviation c'est 15 % de la production de CO<sub>2</sub> due aux transports. Combien d'octets de kérosène cramés ?

Les patrons sont incapables de résoudre le problème du changement climatique, qu'ils ont provoqué avec leur soif de profit. Seuls les travailleurs peuvent décider démocratiquement des solutions pour éviter la catastrophe climatique.

## **À qui profite le bluff ?**

Au premier trimestre 2023, 127 avions ont été livrés par Airbus (contre 142 en 2022). Certes mars a été plus productif, mais, outre le sous-effectif sur les FAL, les difficultés d'approvisionnement resteront importantes durant des mois, surtout qu'Airbus va jusqu'à débaucher du personnel chez des sous-traitants déjà en sous-effectif. Et aussi que chaque sous-traitant a été poussé à lui-même sous-traiter. Ainsi Safran manque de pièces pour les trains d'atterrissage, pièces qu'il fabriquait jadis... Alors qui peut croire que l'objectif de 720 avions livrés est réalisable ?

En fait l'objectif est d'obtenir de nous la flexibilité maximale (et Reload, avec l'annualisation des heures sup, est bien sûr là pour ça), mais aussi de justifier une baisse de prime faute d'avoir atteint l'inaccessible.

## **A350 : Un peu de vacances avant la tempête**

Au 350 on a pu profiter des récents trous de chaîne pour avoir quelques jours plus calmes et se reposer un peu. Tant mieux !

Mais la direction ne manquera pas de nous le faire payer avec les augmentations de cadences à venir. Ce sera encore à nous de payer pour leurs erreurs.

## **Latécoère : en grève contre la casse de l'emploi**

En janvier la direction prétendait reclasser tous les 145 salariés de Montredon et Labège impactés par son plan de casse. Mais l'accord de « Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels », que FO et CGC ont signé, comme

prévu, du flan. Depuis le 12 avril l'usine est en grève car pas question de produire des pièces pour permettre à Latécoère de constituer un stock en vue d'une « délocalisation douce ».

**Et tant pis si le client final Airbus en pâtit !**

## **Vacances ? Oui mais priorité à l'avion !**

Un peu partout, la direction nous a demandé de poser nos congés pour l'été. Mais la pression a été mise pour poser les congés « périssables » avant ceux des autres compteurs. La direction ne veut pas se retrouver à devoir accepter des congés en fin d'année pile lorsqu'elle nous demandera un dernier effort pour tenter d'atteindre ses objectifs de livraison – et faire plaisir aux actionnaires.

Même pour nos congés, c'est toujours l'avion, l'avion, l'avion !

## **Jets privés : un green-washing peu crédible**

À l'heure de la « transition écologique », le trafic des jets privés n'a jamais été aussi important (+11,8 % en 2022 en Europe) : les riches ont repris leurs habitudes, alors que le passager d'un jet privé pollue jusqu'à 14 fois plus qu'un passager de vol commercial.

Conscient du scandale, le directeur de l'aéroport du Bourget, principal aéroport de France pour ces jets, déclare « *Nous sommes regardés, nous devons donner l'exemple...* » et propose des tracteurs électriques pour les avions et de mettre 30 % de « SAF » dans les réservoirs.

Mais bien sûr il n'envisage pas de réduire le trafic de ces avions pour riches... alors même que l'aéroport d'Amsterdam sera bientôt interdit aux « avions d'affaires ».

## **Alten : expertise et PSE déguisé**

Le CSE d'Alten Sud-Ouest a récemment débattu d'une expertise indépendante sur sa situation économique et sociale. À cette occasion, les données des années 2019 à 2021 ont pu être comparées, que ce soit en termes d'effectifs ou de situation économique et financière.

En 2020, alors qu'Airbus interrompait beaucoup de projets, ce sous-traitant a connu une chute du chiffre d'affaires et des profits, ainsi qu'une réduction de plus de 20 % de ses effectifs, sans qu'aucun PSE ne soit déclenché.

L'explosion des licenciements pour faute grave et des ruptures de période d'essai à l'initiative de la direction laisse à penser que c'est un PSE déguisé qui a été mis en place.

Quant aux ex-salariés qui poursuivent l'entreprise aux prud'hommes, il semble qu'une partie ait finalement pu bénéficier d'une compensation financière pour arrêter les procédures.

## **Pas d'augmentation générale dans les bureaux d'études**

Sale temps pour les sous-traitants en ingénierie. Au vu des premiers retours des NAO, aucune augmentation générale n'est prévue pour compenser l'inflation, et les enveloppes d'augmentations individuelles sont largement en-dessous des 5,2 % d'inflation de 2022. Autrement dit, non seulement tout le monde ne sera pas augmenté, mais pour celles et ceux qui auront cette chance il y a fort à parier que le coup de pouce ne compense pas la montée des prix.

Pour la plupart des salariés, ça veut dire que leur salaire baissera en euros constants, ce qui va les inciter à changer d'entreprise, en espérant que le salaire à l'embauche sera assez haut pour ne pas perdre d'argent. C'est le modèle économique de tout un secteur qui est en cause, puisqu'il ne permet même pas à ses salariés de conserver un salaire correct sans changer continuellement d'entreprise et affronter des périodes d'essai à répétition.

Hélas, sauf mobilisation d'ampleur des salariés, ce n'est pas près de changer.